Fondation Jean Jaurès

Démocratie

PRÉSIDENTIELLE : COMPRENDRE LES PRINCIPALES DYNAMIQUES

Yves-Marie Cann, Chloé Morin

18/04/2017

Alors que les candidats s'engagent dans la dernière ligne droite – et que les marges d'erreur des sondages permettent encore d'imaginer plusieurs hypothèses de second tour –, il est temps, à cinq jours du premier tour, de faire un bilan des deux derniers mois de campagne. Synthèse des grandes dynamiques qui ont marqué cette campagne par Chloé Morin et Yves-Marie Cann.

Pour établir ce premier bilan, nous avons procédé à deux cumuls d'enquêtes d'intentions de vote réalisées par l'institut Elabe. Le premier cumul recouvre la période allant du 30 janvier au 8 février (3 017 personnes interrogées), soit au sortir de la primaire de la « Belle Alliance populaire » organisée par le Parti socialiste et ses alliés, et après les premières accusations du *Canard enchaîné* contre François Fillon. Le second cumul comprend l'ensemble des enquêtes réalisées après le premier débat télévisé organisé par TF1 (20 mars), une fois la liste officielle des candidats publiée par le Conseil constitutionnel (7 194 personnes interrogées). La comparaison des résultats issus de ces deux cumuls d'enquêtes permet à la fois de mieux saisir et comprendre les dynamiques observées ces dernières semaines, lesquelles se traduisent aujourd'hui par un « match à quatre » dans les enquêtes d'intentions de vote.

D'un côté, deux candidats se sont affaissés (Marine Le Pen perd 2,4 points en moyenne sur la période), voire effondrés dans le cas de Benoît Hamon (-4,2 points). De l'autre, deux candidats se sont consolidés (François Fillon et Emmanuel Macron, malgré un effritement en fin de campagne pour ce dernier), et un candidat a connu une dynamique soudaine et brutale ces trois dernières semaines (Jean-Luc Mélenchon).

Intentions de vote en % sur la base de l'ensemble des inscrits (intégrant par conséquent les « sans-réponse »)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
Emmanuel Macron	19,9	22,0	***+2,1***
Marine Le Pen	23,9	21,5	***-2,4***
François Fillon	16,0	17,3	***+1,3***
Jean-Luc Mélenchon	10,9	15,5	***+4,6***
Benoît Hamon	13,3	9,1	***-4,2***
N'expriment aucune intention de vote	9,3	7,9	***-1,4***

Effondrement de Benoît Hamon et percée spectaculaire de Jean-Luc Mélenchon

L'effondrement du candidat socialiste se répartit de manière assez homogène dans l'ensemble du corps électoral. Il est cependant particulièrement marqué dans les classes d'âge actives (30-65 ans, actifs dans l'emploi, et notamment les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers) et chez les anciens électeurs de François Hollande. Parmi ces derniers, il perd plus de 14 points : il en détenait 37% au début de la période, juste après la primaire du Parti socialiste et de ses alliés, contre 22,5% maintenant.

Intentions de vote pour Benoît Hamon par principaux électorats à la présidentielle 2012 (1er tour, en %)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
Jean-Luc Mélenchon	16,4	9,4	***-7,0***
François Hollande	36,9	22,5	***-14,4***
François Bayrou	6,9	5,7	***-1,2***
Nicolas Sarkozy	2,9	0,9	***-2,0***
Marine Le Pen	0,8	0,7	***+0,1***
Abstention, blanc ou nul, ne sait pas	10,6	9,6	***-1,0***

La chute du candidat socialiste est à mettre en miroir avec la hausse de son concurrent de La France insoumise. Amorcée lors du premier débat opposant les cinq grands candidats à la présidentielle, la percée de Jean-Luc Mélenchon est particulièrement marquée chez les actifs – chez les personnes âgées de 40 à 65 ans, actifs dans l'emploi, il gagne 6 à 8 points sur l'ensemble de la période. C'est le cas aussi chez les professions intermédiaires (à forte proportion de personnes issues des secteurs publics de l'éducation et de la santé), les employés, les artisans et commerçants – autant de segments où le candidat socialiste a perdu énormément de terrain sur la même période.

Intentions de vote pour Jean-Luc Mélenchon selon la situation professionnelle des inscrits (en %)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
Actifs	11,4	17,8	***+6,4***
– dans l'emploi	10,6	17,6	***+7,0***
– au chômage	18,6	19,9	***+1,3***
Élève, étudiant	17,7	19,5	***+1,8***
Retraite ou préretraite	8,1	10,2	***+2,1***
Autres inactifs	11,9	13,0	***+1,1***

En revanche, on note que le candidat de La France insoumise peine à progresser chez les retraités, où il reste en deçà des 10% des intentions de vote, des niveaux encore moins élevés que la candidate frontiste – alors même que les retraités sont considérés comme le « rempart » à son accès au pouvoir depuis plusieurs années. C'est d'ailleurs, sans doute, cet électorat qui rendrait un accès de Jean-Luc Mélenchon au second tour difficile : les craintes sur la maîtrise des déficits, la hausse des impôts, ou encore la sortie de l'Europe seront sans doute difficiles à dissiper d'ici au premier tour auprès de ce segment traditionnellement très mobilisé le jour du vote.

Politiquement, c'est essentiellement auprès des électeurs de François Hollande en 2012 que Jean-Luc Mélenchon a gagné des points, là encore aux dépens du candidat socialiste (il y gagne plus de 12 points, quand Benoît Hamon en perd plus de 14). Avec plus de 20% d'intentions de vote parmi les électeurs de François Hollande en 2012, le candidat de La France insoumise atteint presque le niveau du candidat socialiste dans ce segment électoral (22,5%). Mais il a également sorti de l'abstention une part non négligeable d'anciens électeurs de François Bayrou (il en obtient 12%). Au-delà des électorats proches du Front de gauche, du Parti socialiste et d'EELV, où se situe l'essentiel de sa percée, il progresse significativement chez les personnes ne déclarant aucune préférence

partisane (19%, +8 points).

Intentions de vote pour Jean-Luc Mélenchon par principaux électorats à la présidentielle 2012 (1er tour, en %)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
Jean-Luc Mélenchon	66,5	70,1	***+3,6***
François Hollande	8,0	20,5	***+12,5***
François Bayrou	3,6	11,9	***+8,3***
Nicolas Sarkozy	1,4	3,0	***+1,6***
Marine Le Pen	1,3	3,0	***+1,7***
Abstention, blanc ou nul, ne sait pas	14,0	14,7	***+0,7***

La percée de Jean-Luc Mélenchon s'explique sans doute par l'état dans lequel la gauche ressort du quinquennat de François Hollande. Depuis 2012, une fracture s'était creusée entre une gauche social-démocrate, soutenant la majorité des actions conduites par le gouvernement, et une gauche opposée à ce qu'elle considérait comme une « dérive droitière ». La première s'est assez tôt portée sur Emmanuel Macron, et y est restée solidement arrimée (42,5% des anciens électeurs de François Hollande en 2012 et, plus surprenant, 42,7% des sympathisants socialistes), la seconde s'est d'abord essentiellement portée sur Benoît Hamon à l'issue de la primaire de janvier, puis lui a préféré Jean-Luc Mélenchon à partir du premier débat présidentiel (sur TF1, le 20 mars). Ajoutons que la percée du candidat de La France insoumise a été d'autant plus rapide que Benoît Hamon, en adoptant un positionnement quasi similaire ou en agitant à plusieurs reprises la possibilité d'une alliance et/ou d'un désistement mutuel, n'a cessé depuis sa victoire à la primaire de favoriser la

porosité entre ses électeurs et ceux de Jean-Luc Mélenchon. Le piège s'est refermé sur le candidat socialiste lorsque Jean-Luc Mélenchon a commencé à le distancer, enclenchant en sa défaveur le vote utile pour lequel Benoît Hamon avait soigneusement préparé le terrain.

Les deux débats ont donc accéléré un processus de divorce de « deux gauches » qui était en gestation depuis longtemps, faisant au passage une victime : Benoît Hamon, le seul candidat « progressiste » qui prétendait encore les réconcilier.

Emmanuel Macron, un candidat qui se consolide, mais de moins en moins « hors système »

Malgré une fin de campagne incertaine et un tassement de ses intentions de vote, on constate que depuis la fin de la primaire de gauche Emmanuel Macron a considérablement consolidé son électorat. Il s'est renforcé chez les plus jeunes en cours de campagne, si bien que dans un pays où la fracture générationnelle ne cesse de se creuser – l'électorat de François Fillon l'illustre très bien, avec plus de 50% de plus de 65 ans – il parvient à être le seul « grand » candidat dont le vote soit réparti de manière homogène en fonction de l'âge.

Intentions de vote pour Emmanuel Macron selon la classe d'âge (en %)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
De 18 à moins de 30 ans	19,2	22,5	***+3,3***
De 30 à moins de 40 ans	19,0	22,4	***+3,4***
De 40 à moins de 50 ans	18,2	22,4	***+4,2***
De 50 à moins de 65 ans	19,7	21,2	***+1,5***

Intentions de vote pour Emmanuel Macron selon la classe d'âge (en %)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
65 ans et plus	22,6	22,2	***-0,4***

Les évolutions de la composition de l'électorat d'Emmanuel Macron montrent qu'en deux mois et demi, il se renforce auprès des électorats « modérés », et notamment au centre et à gauche. Mais il perd en partie son attrait pour les électeurs situés aux franges de l'abstention ou se situant aux extrêmes de l'échiquier politique, comme si peu à peu il s'était « normalisé » et avait perdu une partie de sa dimension de « renouveau » et « hors système ».

Sa progression est ainsi particulièrement nette chez les électeurs de François Bayrou en 2012 – c'est là l'effet du ralliement de François Bayrou – et moins marquée mais toutefois significative dans les électorats Mélenchon 2012 et Hollande 2012 (un peu plus de 4 points). Il progresse également un peu au MoDem, chez EELV ou au Parti socialiste.

Intentions de vote pour Emmanuel Macron par principaux électorats à la présidentielle 2012 (1er tour, en %)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
Jean-Luc Mélenchon	6,7	11,3	***+4,6***
François Hollande	38,2	42,5	***+4,3***
François Bayrou	33,5	45,5	***+12,0***
Nicolas Sarkozy	18,8	16,3	***-2,5***

Intentions de vote pour Emmanuel Macron par principaux électorats à la présidentielle 2012 (1er tour, en %)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
Marine Le Pen	3,1	4,0	***+0,9***
Abstention, blanc ou nul, ne sait pas	17,2	18,9	***+1,7***

En revanche, Emmanuel Macron a perdu du terrain à droite, essentiellement au profit de François Fillon : -1,9 point chez les sympathisants LR et -2,4 points d'électeurs de Nicolas Sarkozy en 2012. Il enregistre surtout un recul global chez les personnes sans sympathie partisane. L'évolution de ce segment électoral, qui représente une part croissante et substantielle de l'électorat (30% environ) et a basculé de plus en plus vers Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen en cours de campagne (le premier en obtient 18,9% et la seconde 18,4, soit +8,2 et +0,2), illustre bien la tonalité d'une campagne polarisée autour des extrêmes, où Jean-Luc Mélenchon est parvenu à contester l'étiquette « hors système » à Emmanuel Macron en fin de campagne.

Marine Le Pen : effritement surprise de la favorite

Sur la période, le socle électoral de Marine Le Pen s'est effrité de manière assez conséquente. La candidate du Front national n'enregistre de gains électoraux que chez les étudiants et les chômeurs parmi lesquels l'indécision était plus prononcée que dans bon nombre d'autres segments de la population en début de campagne. À l'inverse, les pertes de Marine Le Pen sont particulièrement marquées chez les professions intermédiaires, les cadres et professions intellectuelles supérieures, les indépendants (artisans et commerçants, principalement) et les retraités.

Alors que la fin de la campagne électorale approche, si de tels niveaux devaient se vérifier à l'issue du premier tour, ils attesteraient de l'incapacité de Marine Le Pen à élargir son socle électoral, au-delà des « clientèles » traditionnellement acquises au Front national. On pourrait alors dire que non seulement la « France apaisée » n'aura pas réussi à briser le plafond de verre, mais qu'en plus cette

stratégie de second tour menée avant le premier a sans doute contribué à la démobilisation d'une partie de son cœur d'électorat.

Intentions de vote pour Marine Le Pen selon la profession ou l'ancienne profession des inscrits (en %)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
Agriculteurs, artisans, commerçants	23,9	20,9	***-3,0***
Cadres et professions intellectuelles supérieures	12,0	8,8	***-3,2***
Professions intermédiaires	21,8	15,7	***-6,1***
Employés	24,5	22,7	***-1,8***
Ouvriers	39,3	38,9	***-0,4***
Autres personnes sans activité professionnelle	22,6	23,7	***+1,1***

Au sein des milieux populaires, les pertes de la candidate s'avèrent limitées, avec des scores qui restent supérieurs à sa moyenne nationale. Elle recueille ainsi jusqu'à 39% chez les ouvriers, un score quasi inchangé par rapport à fin janvier/début février.

L'effritement du socle électoral de Marine Le Pen s'explique par une érosion significative de ses intentions de de vote parmi d'autres segments clés de la population et qui constituent pour elle et son parti des « terres de conquête » indispensables pour gagner cette élection. À titre d'exemple,

Marine Le Pen perd ainsi 6 points en deux mois chez les professions intermédiaires – le noyau dur des classes moyennes –, jusqu'à 4 points chez les retraités et encore 3 points parmi les classes d'âge intermédiaire à forte proportion d'actifs dans l'emploi.

Elle reste cependant en tête chez les actifs dans l'emploi, devant Emmanuel Macron (24,9% contre 21,9%). Mais alors que ce dernier a gagné du terrain depuis deux mois et demi (et Jean-Luc Mélenchon plus encore), elle y a perdu plus de 3 points.

Intentions de vote pour Marine Le Pen selon la situation professionnelle des inscrits (en %)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
Actifs	27,2	24,9	***-2,2***
– dans l'emploi	27,6	24,5	***-3,1***
– au chômage	22,8	28,4	***+5,6***
Élève, étudiant	14,4	15,5	***+1,1***
Retraite ou préretraite	17,2	13,3	***-3,9***
Autres inactifs	30,8	32,4	***+1,6***

Au moins trois facteurs peuvent expliquer ces déperditions. D'abord le climat des affaires qui n'a pas épargné le Front national et sa candidate et qui, sans ébranler la base militante ou les électeurs convaincus de leur vote, est venu affaiblir le discours anti système et anti élites de la formation d'extrême droite. Et ce d'autant plus que, lors du second débat, les « petits candidats » tels que Philippe Poutou ou Nathalie Artaud sont venus lui contester ce positionnement, en se faisant à ses dépens les porte-voix de la France « d'en bas ». Viennent se greffer ici les menaces proférées à l'égard des fonctionnaires lors du discours prononcé à Nantes par Marine Le Pen, ce qui

expliquerait au moins en partie le décrochage de la candidate parmi les professions intermédiaires. Enfin, la stratégie de campagne prioritairement axée sur la perspective d'une sortie de la zone euro, voire de l'Union européenne a pu elle aussi entretenir les inquiétudes. Si le Front national et sa candidate peuvent se prévaloir d'un constat partagé avec de nombreux Français sur les impasses et les imperfections de la construction européenne, notamment sur le terrain de la protection, les solutions défendues par Marine Le Pen s'avèrent en revanche très loin de susciter une adhésion franche et massive au sein de la population. À titre d'exemple, seuls 28% des Français seraient favorables à un abandon de l'euro et à un retour au franc (Elabe pour *Les Échos* et Radio Classique, mars 2017), une proportion d'ailleurs assez stable depuis près de dix ans.

Intentions de vote pour Marine Le Pen selon les principaux électorats à la présidentielle 2012 (1er tour, en %)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
Jean-Luc Mélenchon	4,6	3,7	***-0,9***
François Hollande	4,8	5,6	***+0,8***
François Bayrou	4,8	5,5	***+0,7***
Nicolas Sarkozy	13,9	12,1	***-1,8***
Marine Le Pen	88,3	81,8	***-6,5***
Abstention, blanc ou nul, ne sait pas	15,6	16,3	***+0,7***

Ces quelques pistes ne sauraient toutefois suffire à expliquer la baisse observée de Marine Le Pen dans les enquêtes d'intentions de vote puisque, d'un point de vue politique, c'est avant tout au sein de son propre électorat de 2012 qu'elle a perdu le plus de terrain : 6,5 points, dont certains sont

partis dans l'abstention, mais dont Jean-Luc Mélenchon récupère près de 2 points, et François Fillon 2,5 points. Sans doute faut-il y voir aussi les effets d'un arbitrage des électeurs qui évolue sous l'effet d'une offre électorale renouvelée par rapport au précédent scrutin. Au-delà de son programme présenté comme « radical » et qui séduit fortement les électeurs de la droite patrimoniale, le durcissement de la campagne de François Fillon sous l'effet des affaires et sa posture antisystème plus affirmée en fin de campagne contribuent probablement à renforcer, à son avantage, la porosité entre son électorat et celui de Marine Le Pen. De même à gauche, les évolutions opérées par Jean-Luc Mélenchon par rapport à 2012, avec notamment un discours plus nuancé sur l'immigration, constitue-t-il une concurrence nouvelle en attirant sur son nom d'anciens électeurs de gauche susceptibles de basculer ou qui avaient déjà basculé dans le giron du Front national.

François Fillon, la consolidation du socle

Quant à François Fillon – comme évoqué dans une précédente note de la Fondation Jean-Jaurès au début du mois d'avril 2017 –, il continue à consolider un socle qui ne lui a jamais fait défaut même aux heures les plus difficiles de sa campagne. Son défi : retrouver la droite qui semblait avoir en partie disparu dans cette campagne. Il a perdu un terrain considérable en cours de campagne chez les actifs, mais a su consolider son avantage dans les électorats où il était déjà crédité de scores très solides : il gagne ainsi 5 à 6 points chez les personnes âgées de plus de 65 ans et les retraités, et 2 points chez les électeurs de de Nicolas Sarkozy en 2012. Mais il a aussi su gagner du terrain chez les anciens électeurs de Marine Le Pen en 2012 (2,5 points) et ceux de François Bayrou (3,5 points). Il lui sera sans doute difficile de progresser dans nombre de segments qui lui ont massivement tourné le dos. Mais il peut encore espérer attirer les 5% d'électeurs Sarkozy 2012 ou plus de 6% des plus de 65 ans comptant voter mais n'exprimant toujours pas de choix. Tout en espérant que le seuil de qualification soit suffisamment bas pour lui permettre d'accéder au second tour.

Intentions de vote pour François Fillon selon la situation professionnelle des inscrits (en %)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
Actifs	11,3	11,0	**-0,3**

Intentions de vote pour François Fillon selon la situation professionnelle des inscrits (en %)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
– dans l'emploi	11,8	11,4	**-0,5**
– au chômage	6,4	7,4	**+1,1**
Élève, étudiant	13,2	11,1	**-2,1**
Retraite ou préretraite	27,1	33,1	**+6,0**
Autres inactifs	13,8	11,5	**-2,2**

Intentions de vote pour François Fillon selon les principaux électorats à la présidentielle 2012 (1er tour, en %)	**Du 30 janvier au 8 février**	**Du 21 mars au 12 avril**	***Évolution***
Jean-Luc Mélenchon	0,5	0,8	***+0,3***
François Hollande	1,4	1,6	***+0,3***
François Bayrou	13,1	16,5	***+3,5***
Nicolas Sarkozy	54,6	56,6	***+2,0***
Marine Le Pen	3,0	5,5	***+2,5***
Abstention, blanc ou nul, ne sait pas	8,5	7,9	***-0,6***

Compte tenu du resserrement du rapport de forces entre les quatre candidats en tête et de la

proportion d'électeurs encore indécis à ce jour, la dernière ligne droite peut receler des surprises considérables. Les élections passées ont en effet montré que les électeurs sont de plus en plus volatils et se décident de plus en plus tard : déjà lors de la précédente campagne présidentielle, 53% avaient changé de choix entre novembre 2011 et mai 2012, et les primaires de la droite et de la gauche ont montré que le choix des électeurs se faisait de plus en plus tard (la moitié des électeurs de Benoît Hamon et de François Fillon se sont décidés dans la dernière semaine). Or à ce jour, il reste de 10 à 12 millions d'abstentionnistes, auxquels il faut ajouter l'équivalent de 10 millions d'électeurs ayant l'intention d'aller voter mais pouvant encore changer leur choix d'ici au premier tour.

Les enjeux de cette dernière semaine de campagne sont donc considérables pour les quatre principaux concurrents : ils doivent à la fois fixer leurs électeurs et conquérir les indécis et un maximum d'abstentionnistes potentiels. Marine Le Pen, qui a perdu des électeurs de son propre socle de 2012, va sans doute privilégier à « la France apaisée » un recours aux thématiques centrales pour son électorat : immigration, insécurité, identité. Jean-Luc Mélenchon devra à la fois s'imposer comme un vote « utile » et crédible à gauche pour poursuivre sa progression, et surtout rassurer les catégories les plus réfractaires à son programme économique qui risquent de lui barrer la route du second tour – à savoir, en premier lieu, les personnes âgées. François Fillon va sans doute continuer à utiliser les arguments qui lui ont permis de ramener un certain nombre d'électeurs de droite à lui – le désir d'alternance et un programme économique radical pour redresser le pays – et parier sur la percée de Jean-Luc Mélenchon et le contexte international pour dramatiser les enjeux et s'imposer par son expérience et sa stature. Quant à Emmanuel Macron, il a sans doute plus à gagner en vote « utile » de gauche en réactivant la crainte d'un second tour Fillon/Le Pen qu'à tenter de gagner des marges sur un candidat de droite en dynamique.

Dans les médias

« Marine Le Pen remet le paquet sur la lutte contre l'immigration », Béatrice Houchard (*L'Opinion*, 18 avril 2017)